

<https://www.economiedistributive.fr/Les-priorites-Prochainement-en>



Réflexion

Les priorités

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2020 - N° 1219 - septembre-octobre 2020 -

Date de mise en ligne : vendredi 15 janvier 2021

Date de parution : octobre 2020

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- [Pendant ce temps, que fait-on \(...\)](#)
- [Les pandémies futures](#)
- [Et demain ?](#)

Une épidémie particulièrement virulente a affecté et menace encore l'espèce humaine en cette année 2020 sous la forme d'un coronavirus nommé covid-19. Elle s'est répandue à travers le monde et a touché en particulier les pays dits riches, ce qui a provoqué de leur part des réactions de protection subites bien souvent irrationnelles. Pour preuve, l'Europe et même le monde, n'ont pas été capables d'engendrer des mesures communes, concertées, adaptables suivant les conditions d'évolution de la maladie : prolifération, nombre de victimes, etc.

Chaque pays s'est replié sur lui-même, tel le hérisson, fermant ses frontières et adoptant des mesures "individuelles" en lorgnant avec inquiétude, ou intérêt, l'évolution de l'épidémie chez les pays voisins. Même au sein du territoire français, une coopération entre experts épidémiologistes aurait pu permettre l'adoption d'une méthode thérapeutique adaptée et évolutive, ou au moins d'une recherche commune et concertée. L'esprit de concurrence, associé à l'éventualité de se servir de l'opportunité, n'a fait qu'exacerber les égoïsmes et a réduit considérablement l'efficacité de la lutte contre la maladie... les concepts du libéralisme ne sont pas bons conseillers !!

L'incompétence des gouvernements en la matière s'est révélée au grand jour, dépassés qu'ils furent par l'absence de mesures préventives adaptées à cette circonstance. Pas assez de places dans les hôpitaux, pas assez de personnel soignant disponible et formé, pas assez de masques en réserves, pas de stratégie de lutte appropriée et prête à être mise aussitôt en oeuvre. Les pays riches se sont endormis sur leurs lauriers, protégés désormais des épidémies anciennes comme la variole et la tuberculose et alors que les nouvelles ne concernaient que les pays pauvres comme Ebola, Hendra, H5N1, Sars, H1N1, Mers et la grippe aviaire H7N9. Même le VIH menaçant a été maîtrisé par la thérapie antirétrovirale.

Alors pourquoi s'en faire puisque la richesse semblait une barrière suffisante... !

Cependant, le boomerang nous est revenu. Les incessantes destructions assénées à la nature telles la perte de la biodiversité, la déforestation, les pollutions diverses, les surexploitations, etc... déséquilibrent les écosystèmes au point de déstabiliser les barrières naturelles au développement des virus et autres bactéries et à leur dissémination. Additionnée aux voyages intercontinentaux, devenus si simples et rapides pour les "riches", la prolifération s'en trouve facilitée et difficilement contrôlable.

Pendant ce temps, que fait-on des autres priorités ?

Peut-être faut-il les rappeler en ces temps où l'épidémie accapare nos esprits ?

La première est sans conteste la lutte contre le réchauffement climatique dont la menace d'un point de non retour est imminente avec toutes les conséquences associées. Il est vital de prendre conscience que le changement climatique n'est pas une crise : c'est une transformation irréversible. Nous devons réaliser que si nous continuons sur notre lancée actuelle, la limite de réchauffement fixée à Paris pour 2050 sera en réalité atteinte en 2028. Et dans ce cas, il n'y aura pas de retour à la normale, pas de vaccin possible.

Nous devons faire du réchauffement climatique une priorité absolue. Le temps presse si nous voulons éviter des situations d'urgence comme nous venons d'en vivre une avec le covid-19.

Cette crise climatique a commencé à affecter les pays plus au sud de notre planète, et n'est donc actuellement que peu encore perçue, par nous, pays occidentaux, comme une menace immédiate. Le changement climatique ne se trouve pas sur le pas de notre porte, comme l'est le covid-19. Nous ne nous sentons que peu concernés, sinon que nos factures de chauffage se réduisent, l'hiver la neige ne tombe que dans les stations de ski, les journées chaudes et ensoleillées augmentent et rendent les baignades plus agréables, les pique-niques plus fréquents et l'habillement plus léger. La fonte des glaces permet l'ouverture de voies navigables pour le commerce et l'accès aux ressources et offre de nouveaux espaces pour le tourisme.

Certes, les feux de forêts sont spectaculaires, les tempêtes et pluies diluviennes plus fréquentes, mais combien pèsent-elles dans la balance ?

C'est dire le niveau de considérations des occidentaux pour cet autre ensemble de la population mondiale, si ce n'est pour en tirer profit suivant leurs besoins.

" Par exemple, quelles mesures sont appliquées pour endiguer la "pandémie" de misère et de sous-alimentation qui touche ces pays du sud ? Chaque jour 21.000 personnes meurent de faim quelque part dans le monde, soit près de 8 millions de décès, par an, dus à la faim. Selon les analyses du Programme Alimentaire mondial (PAM), 135 millions de personnes, venant de 55 pays différents, se trouvaient en 2019 dans une situation alimentaire grave et aigüe. Le PAM prévoit que 265 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire grave à la fin de l'année 2020, soit 130 millions de personnes de plus que l'année précédente. 151 millions d'enfants voient leur croissance affectée par la malnutrition. N'y a-t-il pas dans ce cas une énorme priorité alors que les "vaccins" existent ?

" Autre priorité : la pollution serait responsable de près de 800.000 morts par an en Europe et 8,8 millions dans le monde, bien au-delà du paludisme, du SIDA, du tabagisme, de la drogue et du coronavirus. Compte tenu de son impact sur la santé publique mondiale, les chercheurs parlent de "pandémie" sans équivalent. Quelles mesures aussi énergiques que celles prises pour lutter contre l'épidémie du covid-19 sont prises pour lutter contre les causes de ces pollutions ?

Les transports (automobiles, camions, avions, bateaux, etc...), les centrales thermiques, les modes de chauffage, les incinérateurs de déchets, les solvants divers, l'agriculture industrielle, la déforestation, font ils l'objet de directives appropriées, aussi radicales que celles connues pour lutter contre le covid 19, le confinement, le port obligatoire du masque, les amendes pour les contrevenants, les autorisations pour circuler, la distanciation, les fermetures des lieux de spectacles et des restaurants, les interdictions de réunions publiques, etc... ?

â€" Non, assurément.

La seule mesure appliquée n'est-elle pas le recours à des technologies dites "propres" associées à la délocalisation d'un maximum de leurs pollutions dont les déchets et l'extraction des ressources nécessaires à leur élaboration ?

L'épidémie de covid 19 vient de nous rappeler que l'abri n'est pas si sûr. De plus, le réchauffement climatique n'apporte rien de bon en termes d'épidémie. Au contraire, la hausse des températures pourrait développer certaines pathologies. Par exemple, certains moustiques, vecteurs de la dengue, de la fièvre jaune, de Zika et du chikungunya, émigreront plus au nord, selon une étude parue en juillet 2019 dans la revue scientifique PLOS.

Le nombre de victimes potentielles associées à long terme au changement climatique et ses conséquences est incommensurablement plus important que dans le cas du coronavirus.

Les pandémies futures

Les pandémies représentent une réelle menace pour la population mondiale. Mais n'oublions pas qu'elles sont en large majorité causées par les dommages infligés à l'environnement qui mettent aujourd'hui en péril des millions de vies humaines. Par exemple, en 2017, le virus Ebola était apparu dans des zones déforestées d'Afrique de l'Ouest après que des chauves-souris aient été chassées de leur habitat naturel.

75% des maladies infectieuses émergentes sont issues de la nature sauvage. Les destructions infligées à la nature sauvage ne font qu'augmenter nos contacts directs avec celle-ci, à laquelle nous étions moins confrontés auparavant. En conséquence, plus la biodiversité et les écosystèmes naturels seront protégés, moins il y aura de risques d'épidémies. Selon les scientifiques du projet Global Virome, 1,7 million de virus encore inconnus sont abrités par la faune sauvage. D'après *The Economist* (du 25/06/20), en février 2018, un groupe d'experts réunis par l'OMS avait signalé la forte probabilité qu'une maladie X apparaîtrait à partir de zones fauniques envahies par l'urbanisation. Même message d'invitation aux préventions émis par le Dr Peter Daszak, à la tête de Eco Health Alliance, un organisme de recherche indépendant.

Face à la croissance du risque de propagation de nouvelles épidémies zoonotiques, dans lesquelles un agent pathogène passe des animaux aux êtres humains, puis des humains aux humains de manière exponentielle, des mesures préventives doivent désormais, faute de l'avoir fait auparavant, être mises au point.

Elles pourraient être complémentaires : par exemple, en aval, élaborer des thérapies capables de s'adapter rapidement à chaque épidémie virale et prévoir celles-ci en les répertoriant sur les terrains favorables à leur apparition, et, en plus, adopter une réponse écologique en amont, en favorisant la reconstruction des milieux forestiers et de la biodiversité associée à la suppression du gigantisme des élevages à proximité des zones sauvages, en adoptant, en particulier, une alimentation davantage végétarienne.

Ce qui se traduit obligatoirement par une réelle coopération mondiale nécessaire entre les pays où risquent d'apparaître ces virus et les pays riches risquant la contamination, en permettant notamment une nette amélioration des conditions d'alimentation et de santé des premiers.

Et demain ?

La leçon sera-t-elle retenue ?

On aurait pu le penser quant à l'annonce de promesses destinées au "monde d'après" prévues pour rendre le monde plus propre, plus accueillant, muni d'un label de bonheur proche de la considération de l'être plutôt que de celle de l'avoir. Seulement la classe privilégiée, et ceux qui gravitent autour en espérant la rejoindre, ne sont nullement prêts à lâcher du lest. C'est pourquoi leurs sbires politiques se sont empressés de jeter de la poudre aux yeux du peuple pour l'amadouer, annonçant un plan de croissance verte, affublé de mesurées sucrées comme les subventions accordées à l'isolation des logements anciens et à l'acquisition de panneaux solaires. Que la part moutonnaire du peuple se rassure, tout est prévu pour éviter de retourner à l'éclairage à la bougie ou d'adopter l'existence des amishs. Personne ne lui enlèvera ses jouets, pour preuve : la 5G va être divulguée et, en plus, on lui assure un

environnement propre grâce aux nouveautés électriques, aux avions propulsés par l'hydrogène, au recyclage de tous les métaux et à la réparation assurée de tous les appareils.

Ce qui corrobore (n'est-ce pas ?) les larges aides de l'État aux capitalistes soi-disant libéraux et d'empêcher toutes manifestations des récalcitrants, en utilisant judicieusement le coronavirus pour appliquer des mesures liberticides justifiées par la peur divulguée par les médias complices.

Dormez bien, le meilleur des mondes se précise.

Lors de la pandémie de coronavirus, pour laquelle les avertissements antérieurs ont été négligés, nous avons tous été victimes d'un manque d'anticipation de nos gouvernements, en subissant soit les effets de la maladie, soit les mesures liberticides appliquées faute de moyens appropriés.

"Ce laisser faire" de leur part était-il prémédité afin de permettre ainsi de noyer les contestations en cours, de tester le peuple sur ses capacités à accepter les directives totalitaires, de faire un test des effets d'un choc grandeur nature sur la docilité du peuple face à des discours et des mesures changeantes voire contradictoires ?

Le manque de confiance envers nos dirigeants, accumulé depuis des décennies, nous amène naturellement à penser de la sorte. Compte tenu des soupçons qui pèsent sur nos gouvernements, de coalition et de collusion avec l'oligarchie capitaliste qui leur font appliquer des stratégies de dominance sur les peuples afin de mieux les asservir au système en place, il devient urgent de générer un mouvement mondial de coopération entre tous les peuples afin de modifier les constitutions.

Il est devenu impossible de faire confiance à l'ensemble de nos soi-disant représentants politiques.

En conséquence, l'heure a sonné, car les conditions nécessaires sont désormais réunies, d'élaborer conjointement, entre tous les peuples une nouvelle structure politico-économique afin d'en faire un objectif global à atteindre par tous, suffisamment souple et adaptable aux circonstances.

Sans cette structure, toute volonté d'évolution ou de révolution ne pourra conduire qu'à l'échec ou à la récupération par des opportunistes assoiffés de pouvoir. L'histoire en témoigne.

Comme Arundhati Roy, écrivaine et militante environnementale indienne, nous le rappelle : « Historiquement, les pandémies ont forcé les humains à rompre avec le passé et à imaginer un nouveau monde. Et pour celle-ci, ce ne sera pas différent. C'est un portail, une passerelle entre un monde et le suivant. »

Allons-nous être assez stupides pour rater cette occasion unique de construire ce "monde d'après" ?